

JEAN-PAUL TCHANG

# Le cas chinois

La nouvelle arriva à Pékin le samedi 8 mai à 6 heures du matin : l'Ambassade de Chine à Belgrade avait été la cible de cinq missiles lancés par l'OTAN. Deux bâtiments avaient été détruits, on comptait une vingtaine de blessés et trois morts : trois journalistes, une femme de l'*Agence Chine Nouvelle* et un couple qui travaillait pour le quotidien *Clarté*. La population commença à descendre dans la rue dès le début de la matinée. L'Ambassade des États-Unis fut assiégée pendant trois jours. À Chendu, on incendia le Consulat américain ; à Changsha, on saccagea le MacDonal'd et le Kentucky Fried Chicken. La foule se faisait, dit-on, manipuler par le pouvoir. Pas si simple.

Henri  
Michaux,  
*Mouvements*,  
1951, Éditions  
Gallimard

Comment expliquer, par exemple, que des dissidents chinois à l'étranger voulaient faire la grève de la faim devant les Ambassades américaines ? De fait, la réaction contre un affront subi par le pays se doublait d'un sentiment particulier pour la Yougoslavie, curieusement impliquée dans l'histoire chinoise des cinquante dernières années.

## **Le mythe chinois de la Yougoslavie**

Dans les années cinquante, et plus encore dans les années soixante ou soixante-dix, les journaux, tous officiels, forgeaient quelques images simplifiées du monde extérieur qu'ils proposaient en référence à l'imagination populaire. Les informations plus détaillées ou les articles traduits de la presse étrangère paraissaient dans le *Cankaoxiaoxi*, « Les informations à consulter », un journal alors strictement réservé aux cadres du régime. La masse des Chinois en âge de lire commença d'entendre parler de la Yougoslavie au moment de son exclusion du Kominform. Les Yougoslaves étaient les « révisionnistes modernes » du marxisme-léninisme, et les caricatures coiffaient Tito d'une casquette dont l'écusson représentait un dollar US. Pour la Chine, « tombée d'un seul côté », celui de Moscou, selon l'expression de Mao, la Yougoslavie, censée avoir abandonné le socialisme au profit du capitalisme, faisait partie du camp des ennemis honnis, au même titre que les pays impérialistes. Le trait était si épais qu'il ne laissait pas de place à des explications plus concrètes, à propos de l'autogestion yougoslave par exemple. On comprendra aisément, dans ce contexte, que le dégel khrouchtchévien ait d'abord été suivi avec neutralité par le pouvoir chinois et ses médias, qui s'interrogeaient sur la signification des parties de pêches réunissant Tito, Khrouchtchev et le vieux Boulganine, apparemment réconciliés. Puis la presse officielle retrouva bientôt ses repères avec l'écrasement de la « contre-révolution » de Hongrie en octobre 1956. Tito avait soutenu les Hongrois soulevés, le traître restait un traître.

Parallèlement, dans l'évocation plus générale de l'histoire moderne européenne, la Yougoslavie apparaît aux yeux des Chinois comme le point névralgique des affrontements entre les puissances européennes. Les Balkans sont régulièrement comparés à la province montagneuse du Sechuan (l'ancien royaume des Shu) dont un proverbe dit : « Lorsque la pagaille commence sur terre, cela commence au Sechuan ; lorsque la paix revient dans l'univers, la pagaille continue au Sechuan ».

À partir de 1959, cependant, rien n'allait plus entre Pékin et Moscou.

Les escarmouches se faisaient sur le dos des tiers. C'est aux Balkans que les deux grands du « camp socialiste » faisaient référence dans leur polémique ouverte. Le PCUS accusait l'Albanie de tous les crimes, notamment de stalinisme invétéré et de nationalisme petit-bourgeois ; particulièrement anti-yougoslave ; le PC chinois, lui, prenait la défense de Tirana, en rétorquant par des écrits dont le fameux « La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ? » qui fit partie des « Neuf commentaires », rédigés par Mao et ses secrétaires au début des années soixante. C'est ainsi, par des attaques idéologiques contre la Yougoslavie, que commença en fait le long processus qui mena au « petit livre rouge » et à la « Révolution culturelle ».

Restée le seul allié de la Chine pendant la « Révolution culturelle », l'Albanie occupa une place disproportionnée dans les médias chinois de l'époque. C'était le temps où les artistes venus du « phare du socialisme en Europe », qualification officielle de l'Albanie en Chine, chantaient à tue-tête, dans un chinois approximatif : « Pour naviguer en haute mer, il faut compter sur le timonier ; pour faire la révolution, il faut compter sur la pensée de Mao Tsé-tung ». On se souvient aussi du délirant accueil que Madame Mao réserva à Mohamet Chehu, le bras droit de Enver Hoxha en visite à Pékin, ainsi que du triomphal voyage à Tirana de Yao Wenyuan, l'un des membres de la Bande des Quatre. Ces événements, auxquels la propagande maoïste donna un immense écho, rompaient un peu la monotonie dans un pays reclus où la vie quotidienne était rythmée par les séances obligatoires des « prières du matin » et des « confessions du soir » effectuées à coups de citations du président, devant le portrait de Mao. Ils se figèrent dans les mémoires, images de triomphe dans un pays mû par un réflexe obsidional.

Après la mort de Mao et le rejet de la « Révolution culturelle », si coûteuse en vies humaines et si catastrophique en général pour le pays, le nouveau pouvoir chinois renversa tout naturellement les valeurs. Avec la réhabilitation du « Khrouchtchev chinois », Liu Shaoqi, et le retour du « Khrouchtchev chinois numéro deux », Deng Xiaoping, on se mit à considérer la Yougoslavie avec une sympathie toute particulière, presque teintée de sentimentalisme. Que n'avait-on fait en l'attaquant sans la connaître ? Quelles tragédies n'aurait-on évité en Chine même si on avait suivi l'exemple yougoslave en s'écartant de l'économie socialiste à la soviétique version Staline ? Comme pour réparer une très vieille injustice, au milieu d'innombrables réhabilitations à titre posthume des victimes de la « Révolution culturelle », on invita le Maréchal Tito en Chine où il fut non seulement reçu en chef d'État, mais aussi en « camarade ». Par une transformation radicale du mythe, les

Chinois soulignaient désormais les similitudes entre les deux États yougoslave et chinois qui défendaient tous deux, farouchement, leur indépendance face au SuperGrand soviétique.

Symétriquement, le rejet de l'Albanie fut total. Rejet d'ailleurs réciproque puisque les dirigeants albanais qualifiaient justement les nouveaux dirigeants chinois de révisionnistes. N'étant pas dupes de leur propagande passée, les dirigeants chinois ne l'étaient pas non plus de celle de leur ex-alliée, et ce notamment en ce qui concernait le Kosovo, thème favori d'un Enver Hoxha désireux de faire régner dans son pays une paranoïa permanente contre son voisin révisionniste yougoslave. Quant aux sentiments populaires, l'amitié forcée officiellement décrétée pendant plus de quinze ans pour l'Albanie se transforma en phobie absolue. Aspirant à rattraper le temps perdu et à devenir riche, les Chinois regardaient plus vers les pays nantis, ils préféraient oublier les pays pauvres qui évoquaient de mauvais souvenirs. L'Albanie en faisait évidemment partie.

En mai-juin 1989, les événements de la Place Tian an men isolèrent de nouveau la Chine sur le plan international. Cet isolement dura plus de trois années, au cours desquelles la population observa avec inquiétude et fascination les images futuristes de la guerre du Golf, la disparition des régimes communistes de l'Europe de l'Est et l'effondrement de l'URSS. Persuadés que le pays avait été victime d'ingérences étrangères en 89, les dirigeants chinois reprochaient aux Occidentaux de ne pas comprendre que l'épisode de Tian an men marquait la fin d'une longue période de turbulences politiques et de souffrances pour l'ensemble du pays. Le régime était convaincu que l'Occident voulait encourager la subversion et détruire la Chine. Sa crainte se nourrissait de l'intérêt porté par les Occidentaux à Taiwan et au Tibet. Face au nouvel ordre international, la Chine s'accrochait au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Début 1992, cependant, sous l'impulsion de Deng Xiaoping qui estimait la stabilité acquise, la priorité allait désormais au développement économique tous azimuts : le pays se lança à corps perdu dans la croissance et fit appel aux capitaux étrangers. Il s'ensuivit, entre 1992 et 1997, des années « frics » où la Chine, devenue le chouchou du FMI et des milieux d'affaires internationaux, arbora un profil bas sur la scène internationale. Les informations en provenance des pays balkaniques passèrent quasiment inaperçues en Chine, tout comme, en Occident, les multiples abstentions de la Chine au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les questions concernant l'ex-Yougoslavie. L'explosion de la télévision en Chine pendant ces années-là – chaque grande

ville recevait déjà quarante à cinquante chaînes locales, nationales ou étrangères ! – ne modifia en rien la vision lointaine et toute politique que les Chinois avait des Balkans.

Pour ce qui est de la Yougoslavie, aussi longtemps que la Fédération existait, avec Belgrade comme capitale, l'éclatement n'en était pas vraiment perçu. La Slovénie demeurait presque inconnue. Quant à la Croatie, la seule inquiétude chinoise était que le nouvel État établisse des relations diplomatiques avec Taiwan. Sujet de préoccupation pas tout à fait vain, puisqu'un peu plus tard, une autre ex-république yougoslave, la Macédoine, fit ce choix.

La guerre entre les trois communautés en Bosnie, avec son lot d'alliances et de trahisons, fut relatée en Chine à la manière du très célèbre roman historique des *Trois Royaumes*, qui décrit l'éclatement de la Chine à la fin de la dynastie Han (en l'an 220 de notre ère) en trois entités : les Wei, les Shu et les Wu. Le principe est simple : un référentiel géographique mythique – la Chine, la Yougoslavie ou la Bosnie- dans lequel tribus ou principautés se déchirent, le tout pimenté de récits pittoresques donnant à voir des chefs guerriers hauts en couleur. Le récit n'est pas manichéen, il n'y a ni bons ni méchants, et chacun y recourt à la ruse et à la cruauté. Les romans historiques construits dans une optique purement politico-militaire fourmillent d'ailleurs en Chine depuis des millénaires, qu'ils décrivent les Royaumes combattants (ils étaient au nombre de sept, 403-221av. J-C), les Trois royaumes (220-280), les Jin de l'Est et les seize principautés (317-439), les dynasties du Nord et du Sud (420-581), etc.

Citons à titre d'exemple un livre paru le 6 avril dernier en Chine, *La guerre chaude – focus sur le Kosovo* : « Le vieil Izetbegovic décida de lancer « l'offensive du printemps » contre les Serbes. Ses généraux lui avaient assuré que l'occasion était trop belle, car les Serbes n'oseraient pas bouger. L'OTAN n'était-il pas là pour bombarder ? Après des nuits de réflexions, il autorisa les plans d'action. Le commandant en chef serbe Mladic ne put cacher sa profonde joie : Parfait, se dit-il, C'est l'occasion pour nous d'attaquer Gorazde ! Il fit venir vingt mille soldats et avança vers la ville. Les militaires musulmans furent forcés de battre en retraite ».

Les camps sont décrits, les meurtres de civils ou les viols sont rapportés après chaque récit de combat, mais toutes les armées, quelles qu'elles soient, agissent de même. Les commentaires sont neutres. Aucune indignation morale particulière n'y transparait, mais s'y affirme une compassion générale pour les victimes civiles. Dans un pays comme la Chine, les guerres civiles ne sont pas si lointaines. Seigneurs de guerre des années vingt, deux

guerres civiles entre les communistes et le Guomindang : 1927-1937, 1946-1949, sans parler de la « Révolution culturelle ». On ne se laisse donc pas aller à l'émotion facile, le ton de la fatalité domine. Après tout, jamais autant de Chinois ne périrent par la faute de leurs compatriotes qu'au vingtième siècle. Dans une guerre civile, c'est la fatalité. Et, pour les Chinois, l'ensemble mythique Yougoslavie restait le seul cadre de référence, si bien que le caractère civil de ces combats ne faisait aucun doute. Chacun songeait à cette phrase d'inspiration taoïste qui ouvre le roman des *Trois Royaumes* : « Dans l'univers, tout ce qui est uni depuis trop longtemps finit par se séparer, et tout ce qui est séparé depuis trop longtemps finit par se réunir ».

Mais lorsque des étrangers interviennent, les choses changent radicalement d'aspect. C'est l'entrée en scène des puissances occidentales qui fit définitivement pencher l'opinion chinoise en faveur des Serbes. Ceux-ci bénéficiaient déjà, il faut le dire, d'un certain crédit : jouaient sans doute les habituels réflexes légitimistes de la population ; en outre, à tort ou à raison, la Serbie était créditée de tout l'héritage anti-fasciste de l'ensemble de la Yougoslavie ; enfin, à cause de l'épuration ethnique inventée par le régime de Pavelic, les Serbes bénéficiaient du statut de peuple martyr. Les Chinois citent souvent Malaparte horrifié par le fameux plat d'yeux serbes servi par les Oustachis à la table de Pavelic. Cette prédisposition du public chinois en faveur d'une Yougoslavie plus ou moins identifiée à une Chine elle-même en butte à une occidentalisation difficile catalyse l'expression d'un nationalisme montant.

### « La Chine dit non » ou l'éveil du nationalisme

Depuis 1995 déjà, tous les soirs, on pouvait voir dans les rues de Pékin, sous les périphériques ou dans les parcs, des groupes de dames d'un certain âge, danser au son monotone des tambours et des cymbales une danse de la province du Shaanxi (la Terre jaune), connue sous le nom de « danse du repiquage ». Aucun media chinois ou étranger ne prêta attention à cette manifestation quotidienne, immuable en été comme en hiver, d'un peuple muet qui évoquait ses racines et la terre. Pourtant le phénomène se propagea, et de plus jeunes, danseurs et danseuses, rejoignirent ces femmes. Apparemment indifférents aux entreprises de démolition des vieux quartiers de la ville, aux innombrables chantiers, aux néons des discos et des boîtes de nuits, ils dansaient. Réaction anecdotique d'une partie de la population confrontée, après des années de repli, à l'arrivée massive des symboles culturels venus

du monde extérieur. Moins anecdotique cependant fut le succès de librairie du livre *La Chine peut dire non*, à vrai dire un remake d'un ouvrage japonais similaire des années 80. Livre opportuniste certes, ne reflétant pas le point de vue officiel qui prêche l'ouverture du pays au monde, mais qui fut bientôt suivi par d'autres : *Pourquoi la Chine peut dire non* ou *La Chine peut encore dire non*. Le contrôle idéologique sur le monde de l'édition s'étant relâché aux cours de ces années faciles, la multiplication des ouvrages, prônant la fierté nationale et attaquant les étrangers qui envahissent la Chine et qui pervertissent les valeurs, constitue le signe évident d'une renaissance de sentiments populaires nationalistes sinon xénophobes. Ce mouvement se renforça encore lorsque l'économie du pays, censée « atterrir en douceur » suivant les vœux des technocrates tant acclamés par l'Occident, se retrouva, à la suite de la crise asiatique, engluée dans une spirale déflationniste. Les promesses de prospérité se transformaient en réveil douloureux : chômage massif, misère et inégalités accrues. La présence encore ostentatoire des expatriés, une nouvelle génération d'aventuriers occidentaux, aussi arrogants qu'inconscients, regroupés dans leurs quartiers, constitue la cible des ressentiments populaires. Reflet de la déstructuration de la société chinoise par l'invasion de l'économie marchande, le sentiment xénophobe s'est accru proportionnellement à la hauteur des gratte-ciel et à la taille des néons qui ornent les bars pour les étrangers et leurs nouveaux compradores. Les frustrations nationalistes et sociales formaient un tas de bois sec qu'une étincelle suffirait à embraser.

L'effet produit par le bombardement de l'Ambassade de Chine à Belgrade rappelle la théorie du chaos et les battements d'ailes de ce papillon qui provoquèrent un orage à l'autre bout du monde. On épiloguera longtemps sur le caractère volontaire ou non du bombardement et donc sur sa motivation réelle. Peu importe. La population chinoise le croit immédiatement volontaire. Lorsque le chauffeur de taxi pékinois demande à l'étranger, avant qu'il ne monte dans son véhicule, s'il est ressortissant d'un pays de l'OTAN, lorsque les hooligans du samedi soir s'en prennent au quartier des légations et brûlent le Consulat américain à Chendu, force est de constater que le ressentiment de la population chinoise à l'égard de l'Occident existe indépendamment du régime et de ses intentions.

Une fois encore, la Chine s'identifie brusquement à la Yougoslavie, la réaction anti-occidentale est en même temps une réaction pro-yougoslave autrement dit pro-serbe. De Canton à Pékin, les numéros spéciaux titraient en énormes caractères sur fond noir : « La Chine dit non, non et non ! », la Chine et la Yougoslavie semblaient dire « non » ensemble, aux mêmes puissances hégémoniques. Leur

couverture s'ornait d'une grande cible, la même qu'arboraient les habitants de Belgrade pendant les bombardements. Par rapport au *Quotidien du peuple*, ces journaux, souvent éphémères, adoptaient un ton d'une extrême violence. Surpris par l'attaque et perdu dans ses conjectures quant à la motivation de l'agression, le gouvernement chinois a failli être dépassé par l'ampleur des manifestations populaires. Pris à contre-pied par les événements (le Premier Ministre chinois revenait à peine d'un voyage aux États-Unis où il était allé selon ses dires calmer la colère d'une partie du Congrès suscitée par des histoires d'espionnage chinois nucléaire et de financement illégal des Démocrates), le pouvoir chinois se retrouve confronté à une colère inattendue celle-là, de ses administrés. Le principal souci du gouvernement est d'éviter à tout prix morts ou blessés lors de ces manifestations. Le vice-président de la République, le Ministre de la Sécurité publique et le Chef de la police se rendent dans le quartier des Ambassades pour jauger de l'ampleur des manifestations pour décider finalement de n'autoriser que les meetings dans les universités et les usines. Dans une intervention télévisée exceptionnelle, Hu Jintao, le vice-président de la République, demande à la population de rester calme. Quelques jours plus tard, le Comité permanent du Bureau politique du Comité central organise une mise en scène grandiose pour le retour des cendres des trois journalistes tués et l'accueil des blessés. Dans un discours destiné à être étudié, chose exceptionnelle pour une Chine qui a beaucoup évolué depuis Mao, Jiang Zemin insiste sur la nécessité de conserver de bonnes relations avec l'étranger. Dès lors, les médias, notamment les télévisions, qui, pour démontrer le caractère volontaire de l'attaque, ont multiplié dans leurs émissions les invitations de spécialistes militaires, s'assagissent et focalisent l'attention des spectateurs sur les trois morts, promus « martyrs révolutionnaires ». « Transformer la douleur en ardeur au travail » (dixit Jiang Zemin), tel est le slogan officiel qui vient curieusement clore la reprise en main de l'opinion qui s'attendait à ce que la Chine « rende la gifle qu'elle a reçue sans raison », comme dit le peuple dans la rue.

Désormais, quand elle parle de nouveau des négociations pour le retrait des Serbes et l'arrêt des bombardements de l'OTAN, la presse utilise comme naguère les termes d'Armée du Sud (pour la Yougoslavie) et d'Armée du Nord (pour l'Atlantique Nord) comme si elle rapportait un nouvel épisode d'une guerre dynastique. Les choses se sont apaisées en apparence, mais elles ont révélé un instant l'ampleur du fossé qui sépare encore l'Empire du Milieu et le monde occidental. Longtemps encore, les mêmes histoires y seront mises en scène de façons différentes.

**Jean-Paul Tchang est économiste.**



JEAN-MARIE COLOMBANI

## Juste cause

### Droit des gens contre droit du plus fort

L'urgence est là, celle de ces deux millions d'Albanais du Kosovo, livrés au « droit de glaive, » de M. Milosevic. Mais, a-t-on protesté, le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie, il en serait même le « cœur » historique ! En fait, les frontières entre les républiques qui, hier encore formaient la Yougoslavie de Tito, ont été considérées comme un compromis de nature à stabiliser le processus de divorce, mais nullement comme le dernier mot. Et surtout, il est patent que les Albanais du Kosovo, qui ont accepté de vivre dans une Yougoslavie fédérale, ne voulaient pas, ne veulent toujours pas, vivre dans une Serbie centralisée.

Dans la Yougoslavie fédérale – se souvient-on que celle-ci fut, longtemps, un modèle pour une large part de l'intelligentsia européenne ? –, les Kosovars étaient les égaux des Serbes. Depuis l'arrivée au pouvoir de Milosevic, ils ont successivement subi l'abolition de leur statut territorial, celle de leurs droits culturels et d'éducation, vu leurs fonctionnaires licenciés, avant d'être menacés puis contraints de fuir ou de devenir des étrangers dans leur propre pays. Indépendamment d'un contexte régional déjà lourd de dix ans de folie « grand-serbe », de huit années de terreur, de cette litanie lugubre de l'épuration ethnique, de ces 200 000 morts et de ces trois millions de personnes déplacées, de ces crimes et de ces déportations, la seule situation faite aux Kosovars était de nature à justifier que l'Europe dise, selon l'expression bienvenue de Jacques Chirac : « Cela suffit ! »

Avant de faire usage de la force, le temps a pourtant été pris de la négociation. À la veille de celle-ci, M. Milosevic paraissait en difficulté, face à la fois aux conséquences de plus en plus sensibles du blocus économique, à une opposition qui semblait relever la tête, à une armée enfin qui adressait quelques signes d'impatience à son égard et de rapprochement à l'égard des « Occidentaux ». Comme il y a dix ans, au commencement du processus, c'est par une aggravation délibérée de la situation que le leader serbe a cherché à préserver son pouvoir. En agissant tel un chef de bande, qui n'est capable de maintenir sa férule que dans une urgence provoquée, tel aussi un criminel de guerre, cherchant à compromettre le plus grand nombre de Serbes, comme d'autres avant lui réussirent à compromettre tel ou tel peuple.

Face à ce scandale, il était et il reste juste de faire la guerre au régime serbe. Pour porter un coup d'arrêt à une politique qui risque de ruiner l'avenir européen, évoqué par le président Chirac, des Serbes eux-mêmes. Venu au pouvoir par la surenchère contre les Kosovars, il serait juste que Slobodan Milosevic soit contraint de le quitter du fait des crimes perpétrés au Kosovo.

Paru dans *Le Monde* du 8 avril 1999